

[Méditerranée]

Méditerranée : gestion de l'immigration clandestine sur fond d'instabilité régionale

Depuis le début des printemps arabes en 2010 et à cause de l'instabilité politique qui en a résulté, nombre de personnes ont tenté de traverser la Méditerranée afin de rejoindre les côtes de l'Union européenne. Malgré la déclaration de Malte en 2017, la route de la Méditerranée centrale reste très empruntée depuis la Libye et dorénavant depuis l'Algérie, ce qui a déclenché de nombreuses opérations d'endiguement de ces flux.

Contexte :

La déclaration de Barcelone adoptée en 1995 a lancé le partenariat euro-méditerranéen dans le but de créer un espace de paix, de prospérité partagée et d'échanges culturels et humains. La dernière révision de la politique européenne de voisinage a eu lieu en 2015. Vingt-cinq ans plus tard, la région méditerranéenne se trouve face à un certain nombre de défis en matière de gouvernance, de climat socio-économique, d'environnement et de sécurité qui sont exacerbés par la pandémie de COVID-19. En juillet 2019, l'UE a approuvé 5 nouveaux programmes relatifs à la migration en Afrique du Nord pour un montant total de 61,5 millions d'euros. Le Conseil européen de décembre 2020 a souligné la nécessité d'élaborer un nouvel agenda pour le voisinage méridional et jeter les bases de la communication conjointe.

Points de tension dans la zone :

Les frictions entre le sud et le nord de la Méditerranée se concentrent principalement autour de 3 pays. Tout d'abord, la Libye où la situation politique est de plus en plus instable depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Les guerres civiles successives, la division de la communauté ainsi que la circulation active d'armes font de la région un territoire propice à la diffusion du terrorisme. Les efforts actifs de l'UE pour endiguer le phénomène d'immigration illégale depuis la Libye a permis de réduire le flux partant de ce pays. Toutefois, le flux s'est déplacé vers l'Algérie d'où les départs se sont intensifiés depuis 2018. Enfin l'enclave espagnole de Ceuta au Maroc constitue la seule frontière terrestre entre l'Afrique et l'UE ce qui en fait une porte d'entrée attrayante pour les migrants venus de pays d'Afrique subsaharienne.

[Méditerranée]

Le Maroc instrumentalise depuis longtemps cette frontière pour marquer son mécontentement avec les agissements européens voire espagnols. Dernièrement, des milliers de migrants ont rejoint l'enclave grâce à l'indulgence des autorités marocaines qui désapprouvaient l'accueil du chef des indépendantistes sahraouis.

Quels enjeux pour les États européens ?

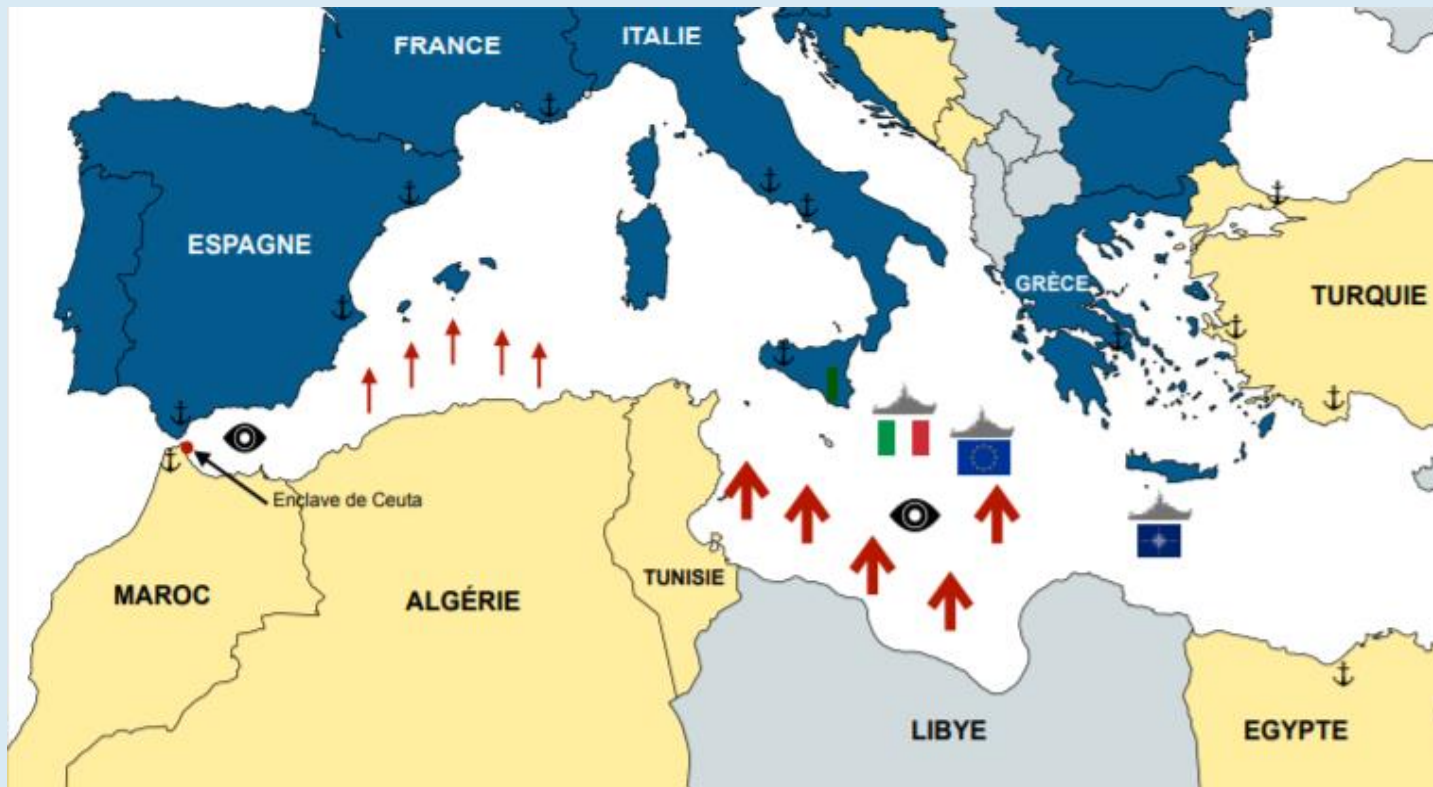
La gestion de la situation en mer Méditerranée ne fait pas l'unanimité au sein de l'UE. En effet, les pays du Nord, et globalement ceux n'ayant pas de frontières bordant la Méditerranée, ne se montrent que peu actifs sur la question et préféreraient laisser la gestion de ce problème aux pays directement concernés, à savoir la France, l'Italie, l'Espagne, Malte... Cependant, la gestion de la crise migratoire revêt des enjeux capitaux pour l'UE. Tout d'abord, elle permettrait à l'UE de montrer un front uni sur une question aussi importante que l'immigration.









Ensuite, elle permettrait de construire une vraie politique de voisinage avec une présence socio-économique forte dans une région où l'instabilité est grande. Enfin, le contrôle de la Méditerranée paraît crucial pour gérer les flux migratoires entrant sur le sol européen mais aussi pour garder sous contrôle une zone de navigation très utilisée dans le commerce international.

Risques pour la région :

Face à cette crise, il paraît essentiel de limiter les flux migratoires afin de ne pas déstabiliser davantage une région où les structures socio-économiques ont déjà été largement fragilisées. En effet, l'immigration illégale vise de nombreux jeunes diplômés en quête d'emplois dans les pays européens, mais qui contribuent également à une importante « fuite des cerveaux » pourtant nécessaire à la reconstruction de leur pays. Ensuite, les différentes opérations lancées par l'UE, l'OTAN, ou par des États membres revêtent une importance capitale pour empêcher la prolifération de réseaux criminels à travers toute la Méditerranée.

[Méditerranée]



-  Pays membre de l'Union européenne et de l'Union pour la Méditerranée
-  Pays membre de l'Union pour la Méditerranée
-  Zone de tension
-  Principaux flux migratoires
-  Flux migratoires secondaires
-  Principaux ports de la région
-  Zones d'activités militaire
-  Zones surveillés par l'agence européenne FRONTEX

[Topo CARTO Marine X Europe]

Présentation du projet **TOPO CARTO MARINE X EUROPE**

Le continent européen, fort d'armées ancestrales, recense également de grandes puissances navales capables de projeter leurs forces sur les océans les plus lointains. Pour autant, les marines européennes ont toutes des ambitions et des moyens très différents faisant émerger le doute sur une stratégie navale européenne. Avec ces fiches, le Comité Europe et le Comité Marine ont décidé de s'unir pour mettre en lumière la présence des marines européennes sur les mers et océans du monde. Ce partenariat unique, mêlant efforts de synthèse et cartographie, vous permettra de (re)découvrir les nombreux points de tension maritimes et le rôle joué par les États européens dans l'équilibre international.

Présentation **des auteurs**

Colleen LASSERRE

Membre du Comité Europe
Étudiante en M1 Stratégie,
intelligence économique et
gestion des risques à Sciences po



Théo THUILLIER

Membre du Comité Europe
Étudiant en master de science
politique

